



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 19 AU 25 NOVEMBRE 2018

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS.....	6
AMERIQUE LATINE	13
ASIE – PACIFIQUE.....	15
EUROPE	18
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	21
RUSSIE	25



AFRIQUE

REFORME AGRAIRE EN AFRIQUE DU SUD : VERS UNE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION AUTORISANT LES EXPROPRIATIONS SANS COMPENSATIONS.

Le 15 novembre, les députés sud-africains de l'ANC (*African National Congress*, parti au pouvoir) et de l'EFF (*Economic Freedom Fighter*) ont ouvert la possibilité d'une réforme constitutionnelle permettant, dans certains cas, l'expropriation des propriétaires terriens sans compensation financière. L'objectif, clairement affiché par l'ANC, est de mener une profonde réforme agraire dans un pays où 10 % de la population se partagent près de 75 % de la propriété foncière. Le gouvernement de Cyril Ramaphosa (au pouvoir depuis 2018 à la suite de la démission de Jacob Zuma) estime cependant que cette modification, qui remettrait en cause l'article 25 de la loi fondamentale sud-africaine, ne pourra pas être envisagée avant les élections générales de 2019. Cette réforme fait cependant peser un certain nombre de dangers sur le pays, tant économiques que sécuritaires.

Depuis l'annonce du gouvernement, les médias et experts sud-africains se penchent en effet sur les conséquences économiques d'une telle politique. La question est de taille : le Zimbabwe voisin, ayant mis en place une politique similaire à la fin des années 90, ne s'est toujours pas remis de l'effondrement de sa production agricole (ayant principalement pour cause l'exil massif des producteurs qualifiés). Certains économistes mettent également en garde contre l'affaiblissement des obligations souveraines du pays et une baisse des recettes fiscales. L'association des banques sud-africaines, moins pessimiste, estime que la condition *sine qua non* d'une telle politique est la définition d'un cadre légal particulièrement clair, au sein duquel le droit de propriété ne soit pas affaibli.

Le second danger est bien évidemment sécuritaire. Alors que l'actuel président avait, dès cet été, promis à sa base électorale de lui rendre des terres « spoliées » lors de la colonisation des Boers, les tensions montent entre les différentes communautés. Le président du parti radical EFF, Julius Malema, appelle régulièrement ses partisans à « s'emparer des terres des colons blancs ». Une telle politique, bien qu'utile à l'ANC pour mobiliser son électorat à quelques mois des



élections, n'est pas faite pour apaiser un climat marqué par de nombreuses violences et de fortes tensions inter-ethniques.

MALI : BARKHANE MENE UNE OPERATION COMMANDO VISANT LE CHEF DJIHADISTE HAMADOU KOUFFA

Dans la nuit du 22 au 23 novembre, dans la région de Mopti au centre du Mali, la force Barkhane a mené un raid contre la katiba Macina ayant « probablement » conduit à l'élimination de Hamadou Kouffa, l'un des principaux leaders djihadistes au Sahel. Une trentaine de combattants terroristes a également été neutralisée définitivement. Nous vous renvoyons, sur ce thème, à l'article écrit cette semaine par Edouard Josse.

NIGER : UNE ATTAQUE DJIHADISTE CONTRE UNE ENTREPRISE FRANÇAISE FAIT HUIT MORTS

Dans la nuit du 21 au 22 novembre dernier, huit civils ont été tués dans une attaque terroriste contre un camp de la société française de forage Foraco au Niger. L'attaque a visé un bâtiment où logeaient des salariés dans le village de Toumour, dans la région de Diffa au sud-est du pays, près de la frontière avec le Nigéria.

Foraco était en train d'y réaliser deux forages d'eau aux alentours du camp de réfugiés de Ngouba. Ce site géré par l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) accueille des populations Kanouries et Peulhes originaires de la commune nigérienne de Bosso et de l'État de Borno au Nigéria, ayant fui suite aux conquêtes et incursions de Boko Haram.

L'entreprise a déploré dans un communiqué la perte de sept employés, tandis que la huitième victime est un fonctionnaire du ministère nigérien de l'hydraulique. Cinq autres personnes présentes ont été blessées, dont deux grièvement.

Les forces armées nigériennes étaient censées assurer l'« escorte » du personnel et avaient validé le choix du bâtiment. De plus, selon une source locale citée par *Sabel Intelligence*, la société bénéficiait théoriquement de la protection d'une ESSD, mais



les gardes étaient absents au moment des faits. Aucun combat entre les terroristes et des éléments de protection n'a été rapporté. L'attaque n'a pas été revendiquée à ce jour, mais on peut raisonnablement l'attribuer à Boko Haram.

Foraco est une entreprise française dont le siège social est basé à Marseille et le siège opérationnel à Lunel dans l'Hérault. Cotée à la bourse de Toronto, Foraco est le leader du forage et sondage minier en Afrique de l'ouest et le troisième foreur minier du monde.

CENTRAFRIQUE : GUERRE D'INFLUENCE ENTRE LA FRANCE ET LA RUSSIE

Le 20 novembre, s'est tenue à New-York une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies, convoquée par la Chine, qui le préside ce mois-ci. Nous vous renvoyons à l'article écrit cette semaine par Edouard Josse pour une analyse poussée de cette réunion.

SAHARA OCCIDENTAL : ALGER REFUSE L'INVITATION A UNE RECONCILIATION DIRECTE PRONEE PAR RABAT.

A bientôt deux semaines d'une prochaine réunion organisée par l'ONU portant sur la question du Sahara occidental, les deux pays en contentieux, l'Algérie et le Maroc dévoilent leur approche diplomatique propre. Cette semaine, l'Algérie a fait part de sa volonté de créer une réunion extraordinaire de l'Union du Maghreb arabe (UMA, formée par l'Algérie, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et la Libye) afin d'offrir un cadre légal d'étude au problème du Sahara occidental. En effet, demander l'arbitrage de l'UMA revient à refuser un dialogue restreint qui placerait le Front Polisario au centre d'une lutte entre les deux voisins, alors qu'Alger soutient que s'agissant d'un contentieux lié à une demande d'indépendance à partir d'un territoire colonisé, il est nécessaire de faire appel à une instance supranationale telle que l'ONU.

Si d'une part, cette décision prouve que l'Algérie est favorable à une intensification de la coopération régionale, en mettant l'accent sur le rôle de l'UMA (qui ne s'est



pas rassemblée depuis deux ans), elle démontre d'autre part la prise de distance par rapport à la tentative de dialogue esquissée par le Maroc. Le 6 novembre, le roi Mohammed VI proposait dans une allocution télévisée un « dialogue direct et franc » entre les deux pays, afin de dépasser les points de discorde toujours nombreux : la contrebande, les faits historiques non clarifiés, les conventions non respectées ou encore la fermeture des frontières. En creux, la question du Sahara occidental cristallise les tensions puisque Rabat accuse son voisin de soutenir logistiquement et financièrement le Front Polisario, tandis que de plus en plus de jeunes Sahraouis sont favorables à la reprise des armes. L'annonce algérienne acte donc un refus d'une approche exclusivement bipolaire de la crise du Sahara occidental, donnée qu'il sera nécessaire de garder à l'esprit lors de la prochaine réunion de négociation, organisée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres à Genève.



AMERIQUE - ETATS-UNIS

DARPA : AVANCEE SUR L'UTILISATION DE DRONES EN ESSAIM

Nouvelle avancée dans le développement de l'autonomie des systèmes d'armes sans équipage aux Etats-Unis, la *Defense Advanced Research Projects Agency* (*DARPA*) a annoncé avoir mené une série d'expérimentations portant sur la capacité de coordination et de communication en autonomie de ses drones lors d'une phase d'attaque. Le résultat s'est avéré positif puisque, alors qu'ils étaient soumis à de nombreuses attaques électroniques dans le but de brouiller leurs données GPS, la synchronisation entre les vingt-quatre drones virtuels et les six drones physiques a permis d'atteindre l'objectif, et ce en l'absence de toute intervention humaine.

Cette expérimentation démontre bien la part grandissante des technologies autonomes et l'intérêt porté par les Etats-Unis à la capacité de frapper des objectifs hautement protégés par des systèmes de guerre électronique. Cela ne marque cependant pas les prémices d'une nouvelle ère de guerres déshumanisées, puisque la politique du Département de la Défense est bien de conserver un pouvoir de décision dès lors que la question d'une vie humaine est enjeu. Il ne sera pourtant pas aisé de conserver cette capacité de décision face à des systèmes toujours plus performants et autonomes : la définition du cadre de l'action humaine est donc l'enjeu central des développements futurs de ces systèmes d'armes.

FRONTIERE MEXICAINE : POINT DE SITUATION

Selon le colonel Rob Manning, porte-parole du Pentagone, le dispositif militaire déployé à la frontière mexicaine et comprenant environ 6000 hommes pourrait être réduit à compter de la mi-décembre en vue des fêtes de fin d'année. Il estime également qu'à compter de cette date, les soldats devraient avoir achevé les travaux qu'ils réalisent pour renforcer la frontière, ce qui justifierait soit un allègement du dispositif, soit la réaffectation d'une partie des forces sur d'autres points de la frontière. Il a néanmoins précisé que le nombre plancher de soldats nécessaire serait laissé à la discrétion de l'agence des Douanes et de la Protection (*Customs and Border Protection - CBP*) des frontières.

Les 5800 soldats américains (2800 au Texas, 1500 en Arizona et 1500 en Californie) avaient été déployés en renfort des personnels de la *CBP* et des 2100 soldats de la



Garde nationale présents à la frontière en vue de l'arrivée des « caravanes » de migrants en provenance d'Amérique latine. Leur travail a essentiellement consisté à renforcer les infrastructures à la frontière en érigeant des barricades aux points d'entrée et en posant du fil barbelé aux points considérés comme vulnérables. La grande majorité d'entre eux n'est pas armée, et ils ont l'interdiction légale de procéder à des interpellations ou des mises en détention.

Pour autant, selon des responsables du Pentagone cités par *CNN*, le président Trump pourrait accorder une nouvelle responsabilité aux forces armées déployées à la frontière, qui les rendrait responsables de la sécurité des personnels de la *CBP* en cas de violence de la part des migrants. Les modalités que revêtira cette protection et les règles d'engagement corrélées font actuellement l'objet de réflexions au Pentagone, mais devraient être marquées par un souci de proportionnalité.

Enfin, en matière financière, le Pentagone a annoncé que le coût des opérations militaires à la frontière pouvait être évalué à environ 72M\$, ce qui couvre le fil barbelé utilisé, le transport et le logement des soldats. Ce montant demeure relativement anecdotique au regard du budget de 700Mds\$ alloués à la Défense, ce qui n'empêche pas certaines critiques.

MER DE CHINE MERIDIONALE : INQUIETUDES DU COMMANDANT DES FORCES DANS LE PACIFIQUE

S'exprimant en marge du Forum sur la sécurité d'Halifax, l'amiral Philip Davidson, en charge du Commandement Indo-Pacifique, s'est inquiété de la militarisation croissante des activités chinoises en mer de Chine méridionale. Il a notamment pointé l'installation de batteries de missiles sol-air, et plus généralement de systèmes de déni d'accès (*A2/AD*), sur les différents récifs et atolls que Pékin a transformés en îles artificielles fortifiées. Dans le domaine naval, la Chine suit une cadence élevée de construction de navires de guerre, et poursuit son travail de militarisation de sa flotte de garde-côtes. Face à cette dynamique, l'amiral Davidson a mis en exergue la nécessité d'un accroissement du nombre de navires de l'*US Navy*, rappelant la volonté réitérée par les dirigeants de la Marine américaine de passer de 286 à 355 navires.

En outre, afin de rééquilibrer le rapport de force naval en mer de Chine, il préconise de transférer la mission de défense anti-balistique actuellement assurée par certains croiseurs et destroyers à des centres terrestres afin de permettre à ces navires d'embarquer plus de missiles de croisière et anti-navires. Ce transfert passerait par la construction de batteries terrestres dites *Aegis Ashore* en charge de la surveillance et de la lutte contre les menaces balistiques. Le Japon a accepté ce



principe, proposant deux milliards de dollars pour l'installation sur son territoire de deux sites *Aegis Ashore* qui seront construits par *Lockheed Martin* et devraient être opérationnels d'ici 2025. En lien avec les systèmes *Aegis* embarqués sur les navires japonais, ces centres conféreront une profondeur accrue à la défense antimissile japonaise, notamment face à la menace nord-coréenne. À noter qu'en Europe, la Roumanie et la Pologne accueilleront également de tels sites.

US NAVY : ADMISSION AU SERVICE ACTIF D'UNE LITTORAL COMBAT SHIP

L'US Navy a admis au service actif la sixième *Littoral Combat Ship* de classe *Freedom*. Ce navire a été baptisé *USS Sioux City*.

INTERVENTION DU GENERAL DUNFORD, CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMEES

Le Chef d'État-Major des armées, le général Joseph Dunford, a déclaré au Forum international sur la sécurité d'Halifax (tenu entre le 16 et le 18 novembre) que l'armée américaine avait besoin que le Congrès lui accorde un budget régulier afin de maintenir sa compétitivité face à la Russie et la Chine mais aussi afin de maintenir l'effort d'innovation. Le général Dunford a tenu ces propos quelques jours après la parution du rapport de la *National Defense Strategy Commission* (rapport que nous avons présenté la semaine dernière) ; ce rapport concluait que les États-Unis auraient du mal à gagner, voire perdraient une guerre contre la Chine ou la Russie. Cependant, il a rappelé que les alliances des États-Unis leur apporteraient un avantage décisif dans un conflit majeur qui leur permettrait de ne pas perdre une guerre face à ces deux pays mais le conflit serait alors long.

D'après le général Dunford, si rien n'est fait, l'armée américaine se trouverait en désavantage d'ici 2023 et c'est pourquoi il a insisté sur la nécessité de financements continus, prévisibles et précis. Il a également mis en avant le besoin de continuer à renforcer les secteurs à enjeux comme l'espace, le cyberspace et le domaine maritime. Dans cette ligne de réflexion, le budget 2020 devrait beaucoup investir dans la recherche et le développement technologique avant d'atteindre un équilibre avec les capacités traditionnelles représentées par les navires et les avions. Le Pentagone a identifié 14 secteurs technologiques où la Russie et la Chine investissent afin de tenter d'anticiper leur niveau d'ici 2025 de manière à orienter les investissements des États-Unis et de leurs alliés.

Nonobstant ses velléités d'innovation, le Pentagone a rencontré des problèmes



dans ses tentatives de partenariat avec les innovateurs de la Silicon Valley, comme en témoigne la fin de son partenariat avec *Google* sur le projet *Maven* qui prévoyait d'utiliser l'intelligence artificielle développée par l'entreprise sur une flotte de drones à des fins d'observation et de surveillance. Le général Dunford, sans nommer directement l'entreprise californienne, a expliqué qu'il désapprouvait les entreprises qui cherchent à conquérir le marché chinois (où la propriété intellectuelle sera de fait partagée avec le gouvernement chinois) et qui ne veulent pas travailler avec l'armée américaine.

LE CHEF DES OPERATIONS NAVALES ENTEND CONTRER LA RUSSIE SUR LES MERS EUROPEENNES

Tandis que la Russie intensifie son activité navale dans les mers européennes, l'amiral John Richardson, *Chief of Naval Operations*, a déclaré qu'une force navale américaine conséquente était vitale pour la sécurité de l'Europe. Selon lui, la réémergence militaire de la Russie en Europe « *met au défi de nombreux systèmes de règles et de normes qui existent en Europe et à travers le monde depuis très longtemps. [...] Il est donc très important que, en tant que nation, l'on apprenne et réponde à cette dynamique qui émerge* ». Pour lui, la 6e flotte (opérant en mer Méditerranée) et les marines des pays alliés des États-Unis n'ont jamais été aussi centrales pour renforcer la sécurité aux abords de l'Europe. Il a également loué les forces alliées en déclarant qu'elles effectuaient « *un travail de pointe* » avec des taux d'emploi dynamiques et une tactique renouvelée par des déploiements moins prévisibles. Cette présence navale dans la région est d'autant plus importante que la présence russe dans la mer Méditerranée a augmenté ces deux dernières années dans le cadre de la guerre en Syrie, en soutien au régime de Bachar el-Assad. Par exemple, en septembre, l'escadrille russe en Méditerranée a mené son plus grand exercice depuis la fin de la Guerre froide au large des côtes syriennes.

LES ETATS-UNIS VEULENT CONTRER LA CHINE ET LA RUSSIE EN AMERIQUE LATINE

Le chef d'État-major de l'*US Air Force*, le général David Goldfein, a déclaré en rentrant de Colombie que l'administration Trump visait à renforcer les alliances, notamment militaires, avec les pays d'Amérique latine. Ces alliances doivent permettre de contrer les influences croissantes de la Chine et la Russie dans l'arrière-cour américaine. Pour le général Goldfein, les pays d'Amérique latine risquent de s'éloigner des États-Unis et de leurs alliés s'ils se tournent vers d'autres marchés pour acquérir leurs matériels militaires. Son voyage en Colombie, faisant



suite à celui de James Mattis en Amérique du Sud en août, fait partie de l'effort plus large du gouvernement américain pour pérenniser ses alliances en Amérique latine où les pays font face à de nombreuses menaces sécuritaires (narcotrafic, terrorisme, crise des réfugiés du Venezuela...). En ce qui concerne l'influence de la Chine et de la Russie dans la région, les États-Unis tablent « *sur la coopération quand ils peuvent et sur une réponse agressive quand ils y sont obligés* ».

Le général Goldfein a expliqué que les activités chinoises et russes dans la région sont particulièrement suivies par les États-Unis. En effet, ces deux pays y exercent une influence économique et militaire importante. La Chine s'intéresse aux réserves pétrolières de la région et y nourrit l'opinion anti-américaine : pour cela, elle investit beaucoup dans ces pays au point de dépasser les États-Unis en tant que destination des exportations des sept pays de la région. Elle a également construit une base spatiale en Argentine. La Russie, qui voue à la zone un intérêt stratégique plus qu'économique, s'illustre par ses ventes d'armes aux pays de la région, qui se chiffrent en milliards de dollars. L'influence de ces deux pays a été rendue possible à cause d'un retrait des États-Unis qui a créé un appel d'air. L'influence chinoise peut se mesurer au nombre de pays qui ont rompu leurs relations diplomatiques avec Taïwan : la reconnaissance de la Chine populaire par le Salvador, le Costa Rica, le Panama et la République dominicaine a ainsi mis fin à près de soixante ans d'alliance entre l'Amérique centrale et le gouvernement taïwanais.

VERS LE PREMIER DEPLACEMENT DE DONALD TRUMP SUR UN THEATRE D'OPEX

Selon le *Washington Post*, le président Trump envisagerait de rendre visite aux forces américaines déployées sur certains théâtres d'opérations extérieures, sans que davantage de précisions ne soient disponibles. En effet, un certain nombre de critiques dénoncent le fait qu'il n'ait jamais entrepris cette démarche en près de deux ans de mandat et ce alors que le Président est, en vertu de la Constitution, le commandant en chef des forces armées. Une telle visite poserait la question hautement sensible de la sécurité du Président.

SOMALIE : DES FRAPPES AERIENNES ELIMINENT 37 COMBATTANTS D'AL-SHABAAB

Selon le Commandement des forces américaines pour l'Afrique (*AFRICOM*), deux frappes aériennes conduites dans les environs de Debatscile ont conduit à l'élimination de 37 combattants du groupe islamiste al-Shabaab. Ces frappes s'inscrivent dans une dynamique d'intensification des opérations contre le groupe, allié à al-Qaïda, avec une douzaine de frappes conduites depuis le début de l'année.



NIGER : RETARDS DANS LA CONSTRUCTION DE LA BASE DE DRONES A AGADEZ

Selon le Commandement des forces américaines pour l'Afrique (*AFRICOM*), les travaux de construction de la nouvelle base américaine au Niger (*Niger Air Base 201*) ont pris du retard. Alors qu'elle devait être opérationnelle à la fin de l'année, cette base ne devrait ouvrir qu'à la mi-2019. Ces retards sont attribués aux conditions climatiques et environnementales exigeantes. La base d'Agadez, dont le coût est estimé à 100M\$, devrait principalement être dédiée à la mise en œuvre de drones armés ainsi que d'aéronefs dédiés à la collecte de renseignement (*ISR*), précieux pour les opérations conduites par les forces américaines en Afrique de l'Ouest.

ROYAUME-UNI : CONSOLIDATION DES FORCES AERIENNES AMERICAINES

L'*US Air Force* a annoncé qu'elle allait consolider son dispositif aérien au Royaume-Uni. Ainsi, les avions de reconnaissance *RC-135 Rivet Joint* du 95e escadron de reconnaissance et du 488e escadron de renseignement vont être transférés de la base aérienne de Mildenhall à celle de Fairford. Ce mouvement qui devrait s'étaler entre 2023 et 2024 s'inscrit dans le cadre d'une dynamique de consolidation des moyens militaires américains en Europe, mais aussi dans un effort de rationalisation, puisqu'il devrait permettre l'économie de 500M\$ par an. Les *RC-135 Rivet Joint* sont des aéronefs dédiés au recueil, à l'analyse et à la diffusion de renseignement. Ils sont à cet effet dotés d'une suite de capteurs leur permettant d'identifier et localiser une vaste gamme de signaux sur l'ensemble du spectre électromagnétique.

Par ailleurs, le Royaume-Uni a annoncé avoir conclu un contrat d'un montant de 160M£ (205M\$) pour la construction d'infrastructures additionnelles sur la base de Lakenheath en vue de la réception de ses premiers *F-35A Lightning II*.

QATAR : RENCONTRE ENTRE LES TALIBANS ET L'ENVOYE SPECIAL POUR L'AFGHANISTAN

Des représentants des Talibans ont tenu dans leur représentation politique au Qatar trois jours de négociations avec Zalmay Khalilzad, envoyé spécial de Washington



pour la paix en Afghanistan. Peu d'informations ont filtré sur le contenu de cette rencontre qui portait sur le processus de paix et de négociation. Dans une conférence de presse, l'envoyé américain a déclaré que les Talibans ne considéraient pas être en mesure de l'emporter militairement et seraient en faveur d'une résolution pacifique du conflit, par le biais de négociations. Il s'est dit « prudemment optimiste », préférant parler de « feuille de route vers l'avenir de l'Afghanistan » plutôt que d'accord de paix, estimant que le contenu de ce document, en matière de droits et garanties, notamment pour les femmes, relevait d'une décision du peuple afghan, même si les Etats-Unis se sont prononcés fermement en faveur de leur défense.

Selon un individu proche des négociations, Zalmay Khalilzad entend trouver un accord sur la feuille de route dans les six prochains mois, un délai que les Talibans estiment trop court. L'envoyé américain aurait également proposé un cessez-le-feu, rejeté par les Talibans tandis qu'aucun accord n'a été trouvé sur la libération de prisonniers, l'ouverture d'une représentation taleb ou la levée des interdictions de voyage à l'encontre des Talibans.

Plus largement, les négociations sur la paix suivent une cadence plus élevée depuis la nomination de Zalmay Khalilzad, alors que l'administration Trump a adopté une approche volontariste en vue de trouver un accord politique avec les Talibans, se traduisant par des concessions, telles que l'acceptation de négociations directes.



AMERIQUE - CANADA

CANADA : MISE EN GARDE DE L'AUDITEUR GENERAL SUR LES CAPACITES AERIENNES

Michael Ferguson, Auditeur Général du Canada, a rendu un rapport critiquant le choix d'acquérir des *F-18* d'occasion auprès de l'Australie afin de remplacer la flotte vieillissante de *CF-18* canadiens. Il met en exergue le fait que ce choix ne conduira pas à renforcer et moderniser les capacités de combat des forces aériennes canadiennes, pointant également le déficit de pilotes et de personnels de maintenance. Il s'inquiète de la dégradation des capacités opérationnelles du Canada en matière aérienne, qui risque d'obérer les possibilités canadiennes de contribuer aux opérations de l'Otan et du *NORAD* (commandement nord-américain).

Selon Harjit Sajjan, ministre de la Défense canadien, le gouvernement fédéral examinera la possibilité de renforcer les systèmes offensifs et défensifs des *CF-18* sans donner de détails, ajoutant que les *F-18* australiens feraient l'objet d'une modernisation et que des instructions avaient été données en 2016 pour dynamiser le recrutement de pilotes et de maintenanciers, mais que ce processus s'inscrivait dans la durée. Courant 2019, un appel d'offres devrait être passé par le Canada pour acquérir 88 avions de combat devant remplacer à la fois les *CF-18* et les *F-18* d'occasion (cf. brève précédente).



AMERIQUE LATINE

EQUATEUR : VERS UNE NOUVELLE POLITIQUE DE DEFENSE NATIONALE

Le ministre de la Défense Oswaldo Jarrin a présidé le lancement de la Politique de Défense Nationale ou Livre Blanc. Il s'agit de la troisième édition après celles de 2002 et 2006, dans le cadre de la modernisation des Forces Armées nationales. Ce nouveau Livre Blanc prend en considération les axes suivants : Défense, Sécurité Publique, Renseignement et Gestion des Risques. Hormis ces éléments, un nouveau Code de Police Maritime a également été présenté lors des réunions.

MEXIQUE : PLAN NATIONAL DE PAIX ET DE SECURITE

Le nouveau Président Andrés Manuel Lopez Obrador a présenté son Plan National de Paix et de Sécurité. Son Secrétaire à la Défense Nationale Luis Sandoval a annoncé qu'une nouvelle Garde Nationale serait constituée à partir d'effectifs issus des différentes unités de police mexicaines puis de membres volontaires des Forces Armées. Ce programme stratégique prévoit également une réforme de la territorialisation militaire nationale et du système éducatif. La création de la Garde Nationale apparaît comme la solution à l'impopulaire Gendarmerie Nationale. Sa composition sera réalisée en différentes étapes successives.

PEROU : PARTENARIAT STRATEGIQUE AVEC LA REPUBLIQUE TCHEQUE ?

Le 15 novembre dernier, l'ambassadeur tchèque au Pérou, Pavel Bechny, a présidé une conférence sur l'opportunité des compétences militaires et stratégiques tchèques pour les forces armées péruviennes. Dans le cadre du séminaire Aviation civile et militaire : opportunités de coopération entre le Pérou et la République Tchèque, de nombreuses entreprises tchèques étaient présentes. Les groupes Retia, Excalibur International, THT Ostrava, Cruiser Aircraft, Pamco Int et Aero Vodochody sont ainsi susceptibles de réaliser des contrats stratégiques pour la Défense péruvienne.



ASIE – PACIFIQUE

CHINE : CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE BASE SUR LES ILES PARACEL

Ce mercredi 21 novembre, des images satellites montrant de nouvelles installations sur le récif de Bombay dans les îles Paracel ont été publiées par le think tank Asia Maritime Transparency Initiative of Washington du Center for Strategic and International Studies.

Les îles Paracel, situées à environ 300 km au sud-est de l'île de Hainan, dans le Sud de la Chine administrées par la Chine depuis 1974 sont sujettes à un conflit territorial en mer de Chine méridionale entre la Chine et le Vietnam. Selon le think tank, il est intéressant de noter que cette infrastructure légère a émergé en un laps de temps réduit, ce qui signifierait que l'édification d'une telle base pourrait être facilement reproduite ailleurs dans la zone. Le think tank n'exclut pas l'hypothèse qu'il s'agisse d'une infrastructure civile dont l'objet serait d'apporter une aide à la navigation des bâtiments dans la zone mais un phare construit sur le même récif occupe déjà cette fonction. Mais selon eux, il serait plus probable au vue de la taille et de la sophistication de la plateforme qu'elle ait été conçue pour accueillir des activités militaires, telles que la surveillance radar des voies maritimes séparant les îles Paracel des îles Spratleys.

CHINE - ÉTATS-UNIS : L'USS RONALD REAGAN FAIT ESCALE AU PORT D'HONG KONG

Ce mercredi 21 novembre, le porte-avions américain à propulsion nucléaire, l'USS Ronald Reagan a fait escale dans le port de Hong Kong.

Fin septembre 2018, l'USS Wasp, navire d'assaut amphibie, s'était vu refusé l'entrée du même port. Dans un climat de vives tensions entre les États-Unis et la Chine, Pékin semble vouloir montrer des signes de conciliation à l'égard de Washington en amont de la rencontre bilatérale entre le Président Donald Trump et le Président Xi Jinping prévue en marge de la rencontre du G20 à Buenos Aires du 30 novembre



au 1er décembre 2018. Selon les termes du Président Trump rapportés par le New York Times : « La Chine veut réaliser un accord. Si un accord est possible, nous le ferons. ».

Dimanche dernier, s'était achevée à Nankin une rencontre militaire bilatérale entre la Chine et les États-Unis portant sur leurs expertises mutuelles dans le domaine de l'aide humanitaire et du secours aux sinistrés. Des démonstrations ont été réalisées par des troupes des deux armées dans le but d'échanger autour de leur savoir-faire.

LE CONSULAT GENERAL DE CHINE AU PAKISTAN CIBLE UN MOUVEMENT SEPARATISTE

Trois hommes armés ont attaqué le consulat chinois à Karachi vendredi matin, faisant quatre victimes dont deux policiers. Les assaillants ont été tués lors des échanges de tirs.

Selon l'ambassade de Chine à Islamabad, qui a salué la rapidité de l'intervention des forces de l'ordre pakistanaise, aucun ressortissant chinois n'a été touché.

L'attaque a été revendiquée par le Front de libération du Balouchistan (FLB), un groupe indépendantiste basé au sud-ouest du pays revendiquant la création d'un Etat indépendant baloutche. Elle aurait été motivée, selon le Premier ministre pakistanais Imran Khan, par l'opposition du mouvement séparatiste au corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), un important projet de construction et de modernisation financé par Pékin dans le cadre de ses nouvelles routes de la soie qui vise à doter l'ensemble du pays d'infrastructures et de réseaux de communications. Celles-ci connecteront notamment le nord du pays, où se trouve la frontière sino-pakistanaise, aux ports de Gwadar, opéré par la Chine, et de Karachi. Cet axe est particulièrement stratégique pour Pékin qui y voit non seulement une réduction significative du coût de ses échanges commerciaux mais aussi une alternative en cas de blocage par les Etats-Unis et leurs alliés de ses voies maritimes traditionnelles.

Selon Reuters, 44 Pakistanais travaillant sur la construction du CPEC ont déjà été tués par le FLB depuis l'annonce du projet en 2014. Quelques heures seulement après l'attaque de Karachi, un attentat-suicide dans un marché au nord du pays a



tué plus de 30 personnes, mais la connexion entre les deux attentats n'a pas été établie.

INDONÉSIE : UN NOUVEL ACCORD DE CYBERDEFENSE AVEC LES ETATS-UNIS

Le lundi 19 novembre se sont tenues, en marge de l'Assemblée Générale d'Interpol à Dubaï, des discussions entre les États-Unis et l'Indonésie. Le chef de la police indonésienne, Tito Karnavian, et son homologue américain, Rod Rosenstein, ont signé un accord pour renforcer leur coopération bilatérale concernant la cybercriminalité et les crimes fiscaux transnationaux.

En renforçant les formations données au centre Australien de coopération policière basé à Jakarta, l'objectif est de mettre en place le transfert de savoirs techniques américains ainsi que la formation des policiers aux menaces de cyber-terrorisme. Ce nouveau cadre d'intéropérabilité incarne le revirement de la politique américaine vers l'axe Indo-Pacifique, et a, par ailleurs, pour effet de renforcer la présence américaine dans une zone désormais stratégique du fait, entre autres, de l'influence chinoise grandissante sur la zone.

Les deux pays coopèrent particulièrement assidûment depuis les attentats du 11 septembre 2001, et ce nouvel accord ne fait que renforcer un système de coopération préexistant encadré par l'accord multilatéral entre les pays de l'ASEAN et les États-Unis.



EUROPE

PAYS NORDIQUES – SOUPÇONS DE BROUILLAGES GPS PAR LA RUSSIE LORS DE *TRIDENT JUNCTURE*.

La Russie est soupçonnée d'avoir brouillé les signaux GPS dans le nord de la Scandinavie lors des grandes manœuvres de l'exercice de l'Otan *Trident Juncture* qui s'est tenu du 25 octobre au 7 novembre.

Le 11 novembre, la Finlande, par la voix de son Premier ministre, Juha Sipilä, a en effet accusé la Russie de brouillages GPS ayant eu des conséquences dangereuses pour l'aviation civile, en particulier le 6 et le 7 novembre en Laponie, au nord du pays. De même, en Norvège, le ministère de la Défense a dénoncé le 13 novembre des brouillages similaires dans le nord du royaume, accusant les forces russes basées dans la péninsule de Kola d'en être responsables.

Alors que l'ambassadeur de Russie en Finlande a été convoqué lundi 19 novembre au ministère des Affaires étrangères finlandais pour s'en expliquer, Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires étrangères russe, s'est exprimée jeudi 22, arguant que ces accusations étaient « des histoires absurdes » destinées à détourner l'attention du « scandale de la perte de la nouvelle frégate norvégienne *Helge Ingstad* ». Ce bâtiment de la marine norvégienne a sombré presque entièrement le 13 novembre après une collision avec un pétrolier, le 8 novembre, et est désormais considéré comme irrécupérable par les autorités.

NORVEGE – NOUVELLE ANNONCE D'ESSAIS DE MISSILE AU LARGE DE LA NORVEGE PAR LA MARINE RUSSE

Pour la troisième fois en trois semaines, une Notam (notification aux navigants aériens) a été émise à l'Avinor, l'agence publique norvégienne chargée du trafic aérien, pour annoncer la volonté de la Marine russe de procéder du 20 au 22 novembre à des tirs d'essai de missiles dans la zone économique exclusive de la Norvège, au large des îles Lofoten.

Il s'agit pour la première fois depuis la fin de la Guerre froide que la flotte du Nord de la Marine russe annonce des essais dans la zone économique exclusive de la mer de Norvège. Cependant, de même que pour les deux précédentes Notam, aucun tir effectif n'a pu être constaté par les autorités norvégiennes. Comme le note un



article du 22 novembre du *Barents Observer*, ce nouveau mode d'action pourrait être une façon pour la Russie de signifier son mécontentement à la Norvège et à l'Otan après l'exercice *Trident Juncture*.

FRANCE – PERTE D'UN DRONE REAPER AU NIGER

L'un des six drones MQ-9 Reaper possédés par les forces armées françaises s'est écrasé au début de la semaine au Niger.

Jusqu'au moment de cet accident, la France utilisait, depuis la base de Niamey, quatre appareils de ce type - sur les six qu'elle possède au total. Les deux autres sont affectés à la base aérienne 709 de Cognac-Châteaubernard, en Charente. Paris avait acquis en 2013 ses deux premiers drones Reaper, fabriqués par l'Américain General Atomics Systems, afin de mener des missions de reconnaissance ; ces appareils entrent dans la catégorie MALE - Moyenne Altitude Longue Endurance.

Déployés dès 2014 dans le cadre de l'opération Barkhane, ils totalisent aujourd'hui plus de 25 000 heures de vol. La France espère compléter sa flotte de MQ-9 Reaper par six nouveaux appareils d'ici la fin de l'année 2019.

RENFORCEMENT DU QUARTIER GENERAL DE L'UNION EUROPEENNE

Alors que le Brexit accaparait l'actualité européenne, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'Union ont approuvé le lundi 19 novembre une augmentation des moyens de la capacité militaire de planification et de conduite (en anglais MPCC).

Cette instance, dont la création fut approuvée en juin 2017 à la faveur du Brexit, n'était à l'origine dédiée qu'aux missions à mandat non exécutif - c'est-à-dire les missions qui n'impliquent pas de combat - et la planification de ces missions. Désormais, les opérations à mandat exécutif - celles qui impliquent des combats - rentreront également dans l'escarcelle du MPCC. De telles opérations pourraient impliquer au maximum un groupe de combat de l'Union Européenne, soit 2 500 hommes.

Le quartier général européen gagnera donc en puissance, et comptera dès 2020 60 personnels, contre 24 aujourd'hui. Cette montée en puissance intervient en même temps que l'approbation de 17 nouveaux projets relevant de la Coopération



Structurée Permanente, ce qui porte à 34 le nombre total de projets qui relèveront de cette structure, elle aussi instaurée en juin 2017. Il s'agit donc en quelque sorte d'une "deuxième phase" d'approfondissement de la coopération militaire européenne, souhaitée par le Président de la République Emmanuel Macron.



PROCHE & MOYEN ORIENT

LIBYE : NEUF MORTS DANS L'ATTENTAT DE TAZERBO

Ce vendredi 23 mai, un groupe armé a fait irruption à Tazerbo, oasis du désert libyen située à 250 km environ au nord-ouest de Kufra. Les assaillants ont attaqué le poste de police et des infrastructures hydrauliques. Neuf personnes ont trouvé la mort et onze autres ont été enlevées par le groupe armé. Le Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale dirigé par Fayez al-Sarraj a condamné l'attaque.

L'attentat, dont les motivations demeurent inconnues, n'a pas été revendiqué mais de fortes présomptions pèsent sur l'État islamique (EI). Tazerbo est l'une des principales sources d'eau souterraine de la région. Ce territoire est sous le contrôle du maréchal Khalifa Haftar, dirigeant de l'armée nationale libyenne autoproclamée (ANL). Ce n'est pas la première attaque sur le territoire de l'ANL. Le 29 octobre dernier, l'EI avait revendiqué un attentat dans la région d'al-Joufra, tuant près de cinq personnes.

SYRIE : LES NEGOCIATIONS D'ASTANA REPRENENT LA SEMAINE PROCHAINE

Le ministre kazakh des Affaires étrangères, Kairat Abdrakhmanov, a annoncé le lundi 19 novembre que la Russie, la Turquie et l'Iran se réuniraient à Astana la semaine prochaine pour un nouveau round de négociations sur la Syrie. Les trois pays ont utilisé ces pourparlers trilatéraux pour établir des zones de désescalade en Syrie, qui ont pour la plupart échoué. La Russie et la Turquie tentent actuellement de maintenir une trêve entre le gouvernement syrien et les forces de l'opposition dans la province d'Idlib, au nord-ouest du pays. Dimanche, l'armée syrienne a repris le contrôle d'une petite zone à l'est de la province de Suwayda, au sud-est du pays, après que des militants de l'État islamique se sont réfugiés dans d'autres régions situées à l'ouest.

De son côté, l'émissaire des Nations Unies en Syrie, Staffan de Mistura, a fait part de ses doutes quant à sa capacité à convoquer un comité chargé de rédiger une nouvelle constitution syrienne d'ici la fin de l'année. «Nous devons peut-être en



conclure qu' [il] pourrait ne pas être possible de former un comité constitutionnel, crédible et inclusif, à ce stade», a déclaré de Mistura. Le gouvernement syrien s'est opposé à certains des participants proposés, notamment des chefs religieux, des experts indépendants et des représentantes de groupes de femmes. Le même jour, le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vladimir Safronkov, a déclaré espérer que Geir Pedersen, qui remplacera à la fin du mois de décembre Staffan De Mistura, s'appuiera sur le processus de paix de l'ONU à Genève ainsi que sur les pourparlers d'Astana soutenus par la Russie.

SYRIE : NOUVELLES SANCTIONS AMERICAINES CONTRE UN SYSTEME IRANO-RUSSE DE CONTOURNEMENT D'EMBARGO

L'administration américaine a annoncé le 21 novembre des sanctions à l'encontre des particuliers et des entreprises soupçonnées de participer à un stratagème illicite russo-iranien visant à faire passer en contrebande du pétrole en Syrie. Le stratagème fournirait des millions de barils de pétrole au gouvernement syrien de Bashar al-Assad, au mépris des sanctions américaines.

Selon le Département du Trésor, le ressortissant syrien Mohammad Amer Alchwiki, en coordination avec Promsyrjoimport, une ancienne société de négoce soviétique ressuscitée par le ministère russe de l'Énergie pour le commerce du pétrole iranien, aurait facilité l'expédition de pétrole iranien vers la Syrie en utilisant des pétroliers qui éteignent leurs systèmes d'identification électronique pour éviter toute détection. La Russie et l'Iran avait conclu en octobre un accord avec la société publique russe Promsyrjoimport pour qu'elle achète jusqu'à 100 000 barils par jour (bpd) à la National Iranian Oil Company (NIOC), en échange de biens, d'équipements pétroliers et de services pour l'Iran.

Selon les enquêteurs américains, la banque centrale iranienne verse le paiement de cette somme par l'intermédiaire de Mir Business Bank, une filiale russe de Bank Mellî Iran, à la société de M. Alchwiki, Global Vision Group, une société enregistrée à Moscou créée en 2016, en utilisant la société médicale et pharmaceutique Tadbir Kish. À la réception de ce pétrole, la banque centrale syrienne aurait ensuite remis de l'argent à des groupes militants, dont le Hezbollah



libanais, dont les combattants sont déployés en Syrie pour soutenir le régime d'Assad depuis 2013 et qui ne cache pas son financement iranien.

TURQUIE/ÉTATS-UNIS: ANNONCES DU RENFORCEMENT DE LA PRESENCE AMERICAINE A LA FRONTIERE NORD SYRIENNE

La rencontre à Washington du 20 novembre entre Mike Pompeo, et Mevlüt Çavusoglu, a débouché sur plusieurs déclarations. Du côté américain, James Mattis a annoncé ce mercredi son intention d'installer des postes d'observation à la frontière nord-syrienne, en dépit des avertissements lancés par la Turquie face à une telle initiative. En effet, le ministre de la défense, Hulusi Akar, aurait signifié à Joseph Dunford qu'une telle action aurait un impact négatif sur la situation en Syrie d'une part, et sur les relations entre la Turquie et les États-Unis d'autre part.

La position américaine sur ce sujet, est que l'installation de postes d'observations dans cette région permettrait d'accélérer le combat contre l'Etat islamique. Pour La Turquie, il s'agit là d'un soutien indirect accordé aux troupes kurdes de l'YPG, associées en Turquie aux troupes “terroristes” du PKK. En réponse à cette annonce, le ministre des affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu a rappelé sur CNN Türk que l'accord avec les États-Unis sur un plan de route (roadmap) à Manbij arriverait à son terme à la fin de l'année. La pression s'est aussi accentuée via les demandes réitérées d'extraditions des Gülenistes. Parallèlement à cette négociation avec les États-Unis, la Turquie se tourne aussi vers la Russie, avec laquelle elle affiche, par contraste, une meilleure entente. Selon l'Anadolu Agency, le ministre de la défense Turc Hulusi Akar se serait entretenu au téléphone avec Sergueï Choïgou, où le consensus sur le statut d'Idlib décidé le 17 Septembre a été confirmé.

YEMEN : TREVE DES COMBATS A HODEÏDA DANS L'ATTENTE D'UNE NEGOCIATION DE PAIX PROCHAINE.

Vendredi 23 novembre, Martin Griffiths, envoyé spécial des Nations unies pour le Yemen s'est rendu pour la première fois dans la ville d'Hodeïda. Il y a annoncé qu'un projet d'accord avec les Houthis était en négociation. Il devrait reconnaître un “rôle majeur” de l'Organisation des nations unies dans le contrôle du port d'Hodeïda, principal port du pays. Ce projet d'accord a été négocié jeudi 22 à



Sana'a entre le diplomate onusien et le chef du conseil suprême de la rébellion chiite, Mohamed Ali al-Houthi. Ces négociations devraient conduire un plan de paix de plus grande ampleur souhaité par la communauté internationale à la fin du mois de décembre. La tenue de ces pourparlers reste toutefois particulièrement incertaine tant que les Houthis n'obtiennent pas de l'ONU l'assurance de pouvoir quitter et entrer de nouveau dans le pays en toute sécurité. Les premières divergences sont déjà apparues. Le ministre de l'information du gouvernement du Yémen a annoncé que tout accord qui ne rendrait pas le contrôle du port d'Hodeïda au gouvernement élu du président Hadi serait "inacceptable". Martin Griffiths se rendra lundi à Riyad. Sur le terrain, la bataille d'Hodeïda connaît une trêve fragile depuis le 13 novembre, avec l'arrêt de l'avancée des troupes soutenues par la coalition saoudienne. Cependant, dans la nuit du 19 novembre, de très violents combats ont éclaté avec le bombardement aérien de zones tenues par les rebelles houthis. Ces ombats ont cessé à l'aube.



RUSSIE

DECES D'IGOR KOROBV, CHEF DU RENSEIGNEMENT MILITAIRE RUSSE

Le général Korobov, à la tête de l'organe de renseignement militaire russe (GRU) depuis 2016, est décédé le 22 novembre des suites d'un cancer.

Il avait rejoint l'armée de l'air soviétique en 1973 avant d'entrer à la direction générale du renseignement de l'état-major en 1985. Le GRU, qui possède la réputation d'être la plus puissante agence d'espionnage russe, a non seulement été accusé d'avoir organisé l'empoisonnement de Sergueï Skripal et sa fille en mars dernier mais également d'avoir joué un rôle dans les ingérences présumées lors de la campagne présidentielle américaine en 2016. A ce titre, Igor Korobov avait été visé par des sanctions de Washington et avait été placé sur liste noire par le pays. C

Ces derniers mois, le GRU était au centre des accusations liées à des cyberattaques aux Pays-Bas, au Danemark ou encore en Allemagne. En outre, The Insider a récemment révélé l'identité de dizaines d'agents affiliés au GRU. L'ensemble de ces incidents peuvent être considérés comme une série d'échecs pour le GRU, qui s'est retrouvé au coeur de nombreux scandales : cyberattaques retracées, empoisonnement raté, identifications et expulsions d'agents... Le premier adjoint du général Korobov, le vice-amiral Igor Kostioukov a été officiellement désigné pour lui succéder le 23 novembre.

DISTRICT MILITAIRE DU SUD - LA RUSSIE ANNONCE DES EXERCICES CONJOINTS AVEC L'EGYPTE, LE PAKISTAN ET L'ALGERIE ET CONTINUE A RENFORCER SON NIVEAU DE PREPARATION DANS LE CAUCASE

Les forces du district militaire du sud prendront part à des exercices internationaux aussi bien sur leur territoire qu'au-delà des frontières russes, a annoncé le commandant en chef du district, Alexandre Dvornikov.

« En septembre 2019, des exercices communs sont prévus avec les armées de l'Algérie, de l'Egypte et du Pakistan dans le district militaire Sud » a annoncé le service de presse du district. Bien que peu d'informations soient pour l'heure disponibles quant aux détails de ces exercices, il est important de noter que



l'exercice russo-pakistanaise se tiendra dans la région montagneuse de Karatchaïévo-Tcherkessie, une république russe du Caucase et l'exercice russo-égyptien, mobilisant l'arsenal de défense antiaérienne du district Sud en Egypte. Dvornikov a également évoqué la poursuite de la coopération des troupes russes déployées à l'étranger avec leurs homologues d'Ossétie du Sud, d'Abkhazie et d'Arménie. La même semaine, Vladimir Poutine a rencontré à Sotchi le président de l'Abkhazie. Le rappel de la présence russe dans le Caucase fait sans doute également écho au regain de tension entre la Tchétchénie et l'Ingouchie. Alexandre Dvornikov, a remarqué que le nombre d'exercices effectués par les divisions du district avait doublé par rapport à 2017. Ainsi, si les médias étrangers ont accordé plus d'attention aux exercices d'envergure que représentent les éditions successives de « Zapad » et « Vostok », le détail des activités des quatre grands districts militaires russes peut en apprendre beaucoup sur les ambitions russes en Asie, au Moyen Orient ou en Méditerranée.

SYRIE : FRAPPES AERIENNES RUSSES EN REponse A UNE ATTAQUE AU « CHLORE »

Ce dimanche 25 novembre, Moscou a mené des frappes aériennes en Syrie contre des positions du Front national de la libération, principale alliance rebelle d'Alep et d'Idlib (Nord-Ouest du pays). Igor Konachenkov, le porte-parole du ministère de la défense russe, cité par l'agence Tass, a confirmé que *« toutes les cibles des combattants ont été détruites »*.

Moscou aurait frappé ces cibles « terroristes » à la suite de ce qui semblerait être une attaque au chlore samedi 24 décembre à Alep. Selon une agence officielle du régime de Bachar el-Assad, SANA, s'appuyant sur des « sources médicales », « 107 personnes » souffraient de difficultés respiratoires. L'Observatoire syrien des droits de l'homme rapporte quant à lui 94 cas de suffocations. SANA et le régime de Bachar el-Assad accusent les rebelles d'être à l'origine de ces attaques. Essam-al-Chili, chef de la police d'Alep, cité par SANA, a affirmé que les « groupes terroristes » avaient ciblé les quartiers résidentiels de la métropole.

Ces accusations ont aussitôt été reprises par Moscou. Ainsi, Igor Konachenkov a précisé que d'après les chimistes russes envoyés sur place, « les obus tirés sur les quartiers résidentiels d'Alep contenaient du chlore »

Toutefois, le Front national de la libération a contesté ces accusations. Naji Moustapha, le porte-parole de l'alliance rebelle a indiqué dans un communiqué : « Nous démentons les accusations mensongères du régime sur une attaque contre Alep qui aurait été menée par les révolutionnaires à l'aide de projectiles, encore plus



à l'aide de projectiles contenant du gaz de chlore ».

Alep, la plus grande ville du Nord-Ouest de la Syrie, est contrôlée depuis fin 2016 par le régime de Bachar el-Assad, mais la province d'Idlib toute proche est toujours contrôlée par les rebelles.

ACQUISITION DE S-400 RUSSES PAR LA TURQUIE

Le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu a confirmé l'accord entre la Russie et la Turquie concernant l'acquisition de systèmes de défense antiaérienne S-400.

D'après l'agence de presse Reuters, il s'agit d'une « affaire conclue » sur laquelle il ne serait plus possible de revenir. Le ministre des affaires étrangères russes a cependant précisé que la Turquie se tournerait plutôt vers les Etats-Unis pour des achats ultérieurs. L'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400 russes par la Turquie est cependant incompatible avec les systèmes de défense de l'OTAN. Par ailleurs, les pays membres de l'Alliance atlantique, y compris les Etats-Unis dénoncent la présence de la Russie au Moyen-Orient et plus particulièrement en Syrie. Le ministre turc a donc souligné qu'il se tournerait vers les pays otaniens pour l'acquisition de systèmes d'armement à l'avenir.

Eric Pachon, porte-parole du Pentagone a annoncé que le ministère de la défense américain discutait avec le Congrès de proposer du matériel de guerre à la Turquie, afin que celle-ci ne se tourne plus vers la Russie pour acquérir de l'armement.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Amélie Dugast, Camille De La Rochère

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Simon Troadec

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Youri Desvigne

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric